



L'édition du mois de mai est consacrée à l'Amérique latine, une des régions où le CIAS se concentre surtout sur l'amélioration du bien-être, sur une meilleure couverture des programmes de protection sociale et sur la promotion d'une croissance inclusive. L'Amérique latine est essentielle dans l'histoire de l'introduction de régimes innovants de protection sociale, elle a souvent combiné les prestations liées à l'emploi aux prestations à caractère non contributif et inscrits dans la législation, couvrant ainsi une vaste proportion de familles et venant en aide aux enfants et aux personnes âgées. Une partie des conclusions à en tirer sont susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

L'article du mois est présenté par la Présidente du CIAS Amérique latine, Nelsida Marmolejos, Directrice du DIDA (Dirección de Información y Defensa de los Afiliados a la Seguridad Social) de la République Dominicaine et traite des enjeux politiques sociaux essentiels pour la région. L'article dont le thème porte sur l'importance du rôle des groupes de réflexion en Argentine, qui comblent le fossé entre les connaissances et les politiques de protection sociale, a été rédigé par Gala Díaz Langou et Olivia de Achaval du Centre pour la mise en oeuvre des politiques publiques en faveur de l'équité et de la croissance (CIPPEC), dont les bureaux sont à Buenos Aires.

Le Rédacteur

ZOOM

En quête d'une plus grande équité dans la région Amérique
Comblent le fossé entre connaissances et politiques en
matière de protection sociale

2

7

En route vers la Conférence mondiale 2016 sur le travail social et le développement social: en quête d'une plus grande équité dans la région Amérique latine

Par Nelsida Marmolejos

A la recherche de solutions pratiques pour répondre aux vulnérabilités et aux périls auxquels ils sont confrontés chaque jour, des milliers d'hommes et de femmes ont uni leurs forces dans un même effort afin de réussir à améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être, pour maintenir l'équité et la justice sociale. L'autonomisation des personnes, ainsi qu'un engagement et une participation réfléchis des personnes sont devenus les maîtres mots pour plusieurs organisations de la société civile aspirant à améliorer les résultats du développement social. L'adoption par les Nations Unies du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 fait qu'il est impératif de trouver des solutions réceptives aux complexités, besoins et capacités des pays, dans leur singularité, des solutions qui combinent les dimensions économiques, sociales et environnementales tout en accordant la priorité absolue à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités, et tout en ayant pour objectif tout aussi prioritaire de sauver la planète.

D'après le Rapport 2014 du PNUD sur le développement humain, plus de 2,2 milliards de personnes, plus de 15% de la population mondiale, « ou bien vivent dans la pauvreté multidimensionnelle ou bien sont sur le point de basculer dans la pauvreté ». Des millions de personnes perçoivent un revenu inférieur à la maigre somme de deux dollars par jour. En parallèle, les inégalités augmentent, une concentration incroyable de richesses se trouvant dans les mains d'une faible minorité.



Présidente du CIAS Amérique latine, Nelsida Marmolejos, Directrice du DIDA (Dirección de Información y Defensa de los Afiliados a la Seguridad Social) de la République Dominicaine

Alors que chaque pays est tenu responsable principal de son propre développement socio-économique et qu'il lui incombe de trouver des réponses appropriées aux problèmes existants, les conseils des organisations internationales sur les politiques à mener peuvent favoriser une combinaison de mesures plus efficaces. A cet égard, l'adoption de la Recommandation n°202 de l'OIT (2012) relative aux socles nationaux de protection sociale a stimulé une fois pour toutes les actions nationales visant à trouver de meilleures options en matière de protection sociale.

L'Amérique latine : des défis sociaux grandissants et la quête de solutions

En 2015, l'Amérique latine compte une population d'environ 630 millions de personnes. Elle est devenue une région principalement urbaine: plus de 80% de la population réside dans les grandes villes et d'autres régions urbaines. Si la situation de la pauvreté dans la région s'est certes

améliorée, les niveaux de pauvreté demeurent très élevés : selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), dans les 19 pays de la région, 167 millions de personnes vivent dans la pauvreté, dont 71 millions dans l'extrême pauvreté.

L'Amérique latine a été parmi les premières à développer des moyens novateurs pour répondre au fléau de la pauvreté. Les initiatives marquantes dans le domaine de la protection sociale qui ont été développées dans la région ont fait positivement parler d'elles : *Bolsa Familia* et *Brazil Sem Misera* ont été lancées au Brésil et ont prouvé leur efficacité. Des programmes comme *Oportunidades* au Mexique, *Asignacion Universal por Hijo* en Argentine et d'autres plans contribuent également à alléger les souffrances des personnes pauvres. Les programmes en place au Brésil et qui sont mentionnés ci-dessus se sont développés et les chiffres sont passés de 3,6 millions de familles couvertes en 2003 à 13,8 millions en 2012, tandis qu'un système de retraite basé sur la solidarité au Chili est passé de 560 000 bénéficiaires en 2008 à 1,1 million en 2012.¹

Les politiques de protection sociale menées en Argentine reflètent des circonstances nationales différentes et varient considérablement. Cependant, une étude récente a identifié un certain nombre de caractéristiques communes au sein de la région, telles que : la reconnaissance de l'importance de la réduction des inégalités et le respect des droits sociaux, économiques et culturels; la reconnaissance du rôle de l'Etat dans le rééquilibrage des asymétries du marché ; la nécessité d'augmenter et de maintenir l'investissement social en réponse aux crises économiques ; l'adoption de politiques globales de réduction de la pauvreté ; et la prise en compte des disparités basées sur le sexe, l'âge et la race.²

Adoptant une approche où la protection sociale est considérée comme un droit de l'homme, la Recommandation n°202 préconise l'extension de la protection sociale à tous, ce sont ainsi les thèmes de la vulnérabilité et des inégalités au sein de la société qui sont abordés. Une sécurité sociale universelle et inclusive est reconnue comme un moyen efficace et adapté pour garantir la fourniture des services sociaux de base. Cependant, dans de nombreux pays d'Amérique latine, la réalité sur le terrain empêche souvent toute protection sociale universelle, principalement en raison d'un secteur informel très développé, ainsi que de la précarité du travail manuel.

Les arrangements informels en place sont un facteur de dérégulation du marché du travail, et représentent une entrave aux efforts visant à obtenir un travail décent pour des milliers de personnes de nos sociétés. En ce sens, le secteur informel, bien implanté, est devenu un obstacle à la réalisation des objectifs de la Recommandation n°202 de l'OIT. L'adoption des programmes mondiaux déjà approuvés et les dispositions spécifiques de l'inclusion sociale énoncées dans ces derniers ont incité les Gouvernements à rapidement définir leurs propres plans pour promouvoir l'inclusion sociale. Ce développement a contribué à renforcer la sensibilisation aux dimensions sociales que renferme la citoyenneté et qui sont devenues un facteur de transformation pour les politiques sociales nationales.

Aboutissement de ces évolutions, la sécurité sociale s'est étendue de manière significative à plusieurs pays d'Amérique latine. Les

¹ L'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Note du Secrétaire général, doc. A/69/297 11 août 2014, page 16

² Simone Cecchini, "Social protection, poverty and inequality: a comparative perspective", *Journal of Southeast Asian Economies*, vol. 31, No 1 (Avril 2014), citée dans la note du Secrétaire général de l'ONU, Doc A/69/297, op. cit.

politiques d'intégration ont facilité l'appréhension des effets positifs de l'investissement social, ce qui a renforcé les éléments, relatifs aux droits, de ces programmes. Les données collectées par la CEPALC montrent que ces dernières années, les pays de la région ont travaillé à rendre leurs politiques d'imposition plus efficaces et à en améliorer la portée, ce qui a eu pour retombée d'augmenter les dépenses sociales. Selon le rapport de la CEPALC mentionné ci-dessus, la part publique des dépenses sociales est passée de 49,3 % pour 1991-1992 à 65,7% pour 2011-2012. Quant à la part du PIB, celle-ci est respectivement passée de 12,9 à 19,2.³ Lorsque l'on consulte les données par secteur, les allocations budgétaires des dépenses publiques relatives à la sécurité sociale et aux services de santé sont passées de 185\$ US par tête (ou 4,5% du PIB) pour 1991-1992 à 469\$US (8,2% du PIB) pour 2011-2012. Résultat : la couverture de la population par les services de santé et les régimes de retraite s'est nettement améliorée, au point de concerner en 2012 67% de la population urbaine⁴

Il apparaît de plus en plus évident que les pays qui débloquent des fonds conséquents pour les dépenses sociales se révèlent être des pays capables d'obtenir des réalisations significatives dans la réduction du secteur informel sur le plan économique, et par conséquent, dans la réduction de la pauvreté. Parmi les pays concernés, on peut citer l'Uruguay, le Chili, le Brésil et le Costa Rica, où 80% du nombre total d'employés cotisent pour les fonds de retraite. Développer la capacité sociale a un effet positif sur les individus et les encourage à participer aux régimes de retraite ; cela présente un intérêt pour ces individus (leur propre sécurité) et consolide les fonds de retraite.

Les exemples de politiques efficaces en matière de sécurité sociale, destinées à améliorer la protection des personnes et la réduction de la pauvreté, sont très encourageants dans la région. L'Argentine,

après avoir introduit les allocations familiales, a fait baisser la pauvreté de près de 20% ; au Brésil, une assurance sociale rurale couvre près de 80% de la population des régions rurales. L'introduction de la « Renta Dignidad » en Bolivie a contribué à faire baisser la pauvreté de 6%, alors qu'en Uruguay, la retraite universelle de base a été mise en place pour les personnes de plus de 65 ans.

En République dominicaine, les politiques publiques d'intégration menées dans le domaine social ont entraîné pour les Dominicains une hausse du pouvoir d'achat : alors qu'en 2007, les dépenses de santé représentaient 35% du revenu familial, en 2014, ce chiffre est tombé à 22%. Le programme Solidaridad (*Solidarité*) propose des prestations et des subventions aux citoyens, en toute transparence, et couvre des aspects comme l'électricité, le gaz à usage domestique, l'assistance aux personnes âgées et aux personnes handicapées, pour ne citer que ceux-là. Le programme couvre environ 873 000 foyers, et plus d'un million de personnes pauvres bénéficient de ces prestations. D'après les données de la CEPALC, l'extrême pauvreté a été réduite de moitié dans ce pays – passant de 16 à 8%. Plus de 3 millions de bénéficiaires ont pu profiter du *Health Subsidized regimen* en 2015, l'objectif étant d'augmenter ce nombre de 4 000 personnes ; 100 000 jeunes enfants et 50 000 travailleurs domestiques ont pris part à ce programme.

Les services publics de qualité qui avaient pour objectifs de fournir des repas aux enfants scolarisés ont été élargis de manière significative, faisant baisser les coûts fixes des familles pour ce qui est de l'alimentation.

³ ECLAC Tendencias de los gastos e ingresos públicos con mayor incidencia redistributiva/ Panorama Fiscal de América Latina y el Caribe 2015: Dilemas y espacios de políticas. Page 83

⁴ Bilan 2013 de l'OIT sur le travail en Amérique latine et aux Caraïbes (20 ans) / résumé analytique, page 12

Le régime de protection sociale prévoit également le soutien du Ministère de l'Education tout au long de l'année scolaire envers des élèves fréquentant des écoles où les cours ont lieu de 8h à 16h. Les prestations gratuites comportent un petit-déjeuner, un déjeuner et un goûter, en plus des livres, uniformes, chaussures et sacs à dos.



Solidarité

La vulnérabilité face aux chocs, la pauvreté et les inégalités qui dominent à travers le monde, en particulier lorsque les personnes ne disposent pas d'une protection sociale, favorisent en général l'individualisme et les attitudes d'indifférence, et même en présence de périls sociaux, cela nuit à la solidarité, indispensable à l'action sociale. Au XXI^e siècle, nous sommes témoins de nombreuses percées scientifiques et technologiques, mais nous ne pouvons pour autant faire fi des tendances déshumanisantes qui minent notre société, au moment où le consumérisme devient une valeur suprême, ainsi que l'a souligné Frei Betto⁵ dans sa déclaration « Dignité et valeurs humaines » lors de la conférence préalable au Brésil.

Aujourd'hui plus que jamais et à la lumière de défis de taille, nous devons encourager le soutien universel aux personnes dans le besoin, ainsi que la solidarité envers les

organisations évoluant dans le travail social. Il ne s'agit pas seulement de nourrir des personnes ou de leur offrir un logement et des services de santé. Cela va bien au-delà : il s'agit de changements sociaux qui permettront aux citoyens d'avoir un rêve, un projet dans leur vie. Nous devons créer un monde où l'éducation civile occupe une place de choix, où une personne peut élargir ses horizons et dépasser ses propres espérances.

Nous devons promouvoir une restructuration sociale, afin que la solidarité internationale puisse être à l'origine de bases plus solides, être créative et encourager des valeurs qui soient fondées sur un travail social orienté vers les besoins des communautés locales.

Nous ne devrions pas dépendre d'engouements passagers en ce qui concerne la solidarité, nous devrions au contraire nous attacher à faire progresser notre vision et nos valeurs. Face à l'augmentation de la pauvreté, de l'individualisme et du consumérisme, nous devons consolider les organisations de la société civile dont nous faisons partie. Etre membres d'une organisation mondiale comme le CIAS nous permet – dans un univers mondialisé où nous vivons – d'avoir notre mot à dire auprès des organisations internationales influentes qui influent positivement notre travail au quotidien. C'est parce que nous ne travaillons pas par intérêt pour les biens matériels, mais bien par égard envers la ligne de conduite choisie, que nous pouvons avancer. Ce sens de l'appartenance est important, puisqu'il nous permet de construire un futur décent où chacun d'entre-nous prend part à l'organisation, à tous les niveaux : nous avons ainsi la possibilité de nous exprimer aussi bien chez nous que dans les forums internationaux.

⁵ Carlos Alberto Libânio Christo, plus connu sous le nom de Frei Betto, prêtre catholique romain brésilien, écrivain, militant politique, philosophe, théologien de la libération et moine dominicain. Ouvrage "Sobre A Esperança Dialogo".

En route vers Séoul

En quête de partage des expériences, aussi bien que du développement de propositions et de directives communes appelant à l'action, nous avons réuni en décembre 2014 un important forum international en République dominicaine, destiné à discuter des méthodes et outils permettant de rendre les systèmes de protection sociale existant sur le continent plus équitables et plus humains. Les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations internationales présentes au Forum ont défini des méthodes de travail et se sont accordés sur certains principes de base destinés à approfondir le travail sur les socles de protection sociale : ils répondaient ainsi aux besoins de la population et prenaient en compte les conditions économiques intérieures existantes. Les discussions se sont poursuivies cette année en mars à São Paulo au Brésil lors du Forum sponsorisé par le SESC, le CBSISS et le CIAS qui avaient pour buts de discuter d'enjeux tels que la dignité et les valeurs dans le contexte de la prochaine Conférence mondiale conjointe sur le travail social et le développement social à Séoul.

La dimension humaine des politiques sociales a dominé lors des discussions, intéressantes et productives, ce qui a permis aux participants d'enrichir leur vision et a ouvert la voie pour des conclusions et des recommandations. Le Forum de São Paulo a souligné l'importance de la dignité dans tous les aspects du développement social et du travail social, tout en mettant l'accent sur les liens essentiels entre une existence digne et la citoyenneté, le rôle vital de l'éducation dans l'élaboration de projets à long terme et dans la formulation d'un sens à la vie. Il a été bien précisé que l'humanisation des services de santé demandait une compassion dans les approches et dans les comportements, qui repose sur l'engagement individuel, et non sur la charité. Etant donné les tendances de longévité, vieillir dans la dignité et vieillir

activement revêtent une importance vitale dans le monde contemporain. Ces réflexions-là et d'autres réflexions des participants ont facilité notre compréhension du discours sur la dignité, bien qu'elles ne fassent pas état de toutes les manifestations que l'on constate dans le monde d'aujourd'hui.

Comblen le fossé entre connaissances et politiques en matière de protection sociale : Le rôle des groupes de réflexion

By Gala Díaz Langou and Olivia de Achaval

Ces dernières années, dans le cadre des efforts menés afin de faire baisser la pauvreté et les inégalités à travers le monde, la protection sociale s'est imposée comme une nouvelle approche majeure. Les stratégies en matière de protection sociale constituent un élément crucial pour obtenir des réponses politiques qui soient efficaces face aux conditions économiques défavorables : cela ne fait pas que répondre aux vulnérabilités engendrées ou exacerbées par les crises récentes mais permet également d'augmenter la préparation aux risques émanant des incertitudes du futur. Historiquement, il s'agit d'une période propice au renforcement du rôle des politiques sociales en Argentine et en Amérique latine ; il faut encourager le développement de stratégies intégrées en matière de protection sociale et qui soient attentives aux contextes locaux et garantissent le respect des droits de l'homme.

Si la proportion exacte ou les caractéristiques des personnes vivant dans la pauvreté en Argentine restent inconnues, des données semblent suggérer qu'un nombre conséquent de personnes vivent dans des conditions de marginalisation (si l'on prend en compte, en faisant abstraction du revenu, des variables comme le logement, la santé, l'éducation et l'emploi). Étant donné les engagements faits par l'État dans les conventions des droits de l'homme, la situation actuelle représente une sérieuse infraction aux droits économiques, sociaux et culturels (DESC) que l'État s'est engagé à protéger.

De manière plus préoccupante encore, l'écart



Gala Díaz Langou



Olivia de Achaval

Respectivement, Directeur et Analyste du Programme de protection sociale du CIPPEC.

de revenus dans le pays se creuse de plus en plus, et affecte trois groupes en particulier, qui sont laissés à l'abandon : les **enfants en bas âge (petite enfance)**, les **jeunes** et les **femmes**. Cette constatation critique reflète les violations effectives des droits des Argentins et le manque criant de pensée stratégique prospective. Pour parler au sens figuré, la violation actuelle des droits de l'homme revient à hypothéquer notre futur.

Le rôle des groupes de réflexion

Le Centre pour la mise en œuvre des politiques publiques en faveur de l'équité et de la croissance (CIPPEC),

localisé à Buenos Aires, aspire à promouvoir des politiques destinées à créer un État juste, plus démocratique et plus efficace qui s'engage à améliorer la qualité de vie de tous les Argentins. Pour ce faire, le Centre possède neuf programmes de recherche qui rassemblent des professionnels et des experts de pointe de chaque domaine, dont le but est de promouvoir, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques dans les domaines du développement social, du développement économique et de la gestion publique.

Le **CIPPEC** a toujours été classé parmi les groupes de réflexion les plus importants de la

région¹ ; les dernières données ayant fait l'objet d'une publication identifient le CIPPEC comme le meilleur groupe de réflexion d'Argentine et l'un des trois plus importants d'Amérique latine. En Argentine, le CIPPEC est entre temps l'un des groupes de réflexion les plus reconnus et respectés en matière de recherche et de mise en œuvre, développant plus de 150 projets de recherche basés sur les preuves et orientés vers les mesures politiques. Ces projets sont mis en œuvre au niveau national, dans les 24 provinces d'Argentine et dans plus de 100 comtés municipaux. Le travail à double échelle, nationale et locale, a permis au CIPPEC de se positionner stratégiquement vis-à-vis des décideurs politiques, de diverses organisations et d'autres parties prenantes majeures à travers le pays. En plus de générer des connaissances et des données, les projets de recherche du CIPPEC s'accompagnent traditionnellement de stratégies globales de dissémination et de sensibilisation.

Depuis sa création en 2008, la mission du Programme de protection sociale du CIPPEC a été de consolider un système global de protection fédérale qui soit à même de faire la promotion de politiques de santé et la promotion du développement social en Argentine ; les résultats obtenus sont impressionnants. Afin que notre pays emprunte la voie du développement durable, il est nécessaire de répondre aux défis structurels à l'origine du déficit social actuel, qui consiste en des inégalités dans les stratégies de répartition et de développement, ce qui affecte spécifiquement les groupes les plus vulnérables. Il est crucial d'aller au-delà de solutions à court terme en établissant des institutions solides destinées à des interventions novatrices capables de soutenir des processus inclusifs et un développement inclusif basé sur une approche universelle.

Stratégie de travail sur la protection sociale

Enjeux

Le prochain plan stratégique quadriennal du Programme de protection sociale adopte une vision d'une Argentine dont la cohésion est plus grande, où la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est garantie, avec une attention particulière pour les groupes dont les droits se trouvent violés. Le contenu du programme porte sur **trois thèmes principaux** : *les groupes marginalisés, les enjeux transversaux et les conditions favorables*.

Le travail portant sur les groupes vulnérables se concentre sur les trois groupes qui sont le plus touchés par la situation actuelle du pays : *les enfants, les jeunes et les femmes*. Dans ce contexte, le programme renforce sa focale sur la petite enfance, en capitalisant les travaux réalisés dans un projet à impact large intitulé « La petite enfance au programme » (cippec.org/primerainfancia), en encourageant l'adoption d'une approche universaliste fondée sur les droits de l'homme et en apportant son soutien aux gouvernements et aux décideurs à l'aide d'outils concrets.

Pour ce qui est de la **jeunesse**, le Programme de protection sociale développe une initiative qui constitue une action transversale recouvrant plusieurs des domaines de l'institution, afin de travailler sur un enjeu politique en particulier ; cela représente les priorités principales du CIPPEC pour impacter la nouvelle Administration gouvernementale. L'initiative sur la jeunesse sera mise en œuvre entre 2016 et 2017, et se concentre sur la promotion de la mise en œuvre d'une politique globale pour la jeunesse destinée à maintenir les droits de tous les jeunes dans une situation d'égalité. Plus spécifiquement, le Programme œuvre à

¹ Par exemple, d'après le classement réalisé pour le Projet « groupes de réflexion » de l'Université de

l'amélioration de la qualité de l'emploi chez les jeunes, à approfondir leurs droits sexuels et leurs droits en matière de procréation et à susciter un sens de la responsabilité dans la fourniture des soins de santé.

Enfin, le **programme portant sur l'égalité entre les sexes** est traité, avec une attention marquée sur la suppression de la discrimination envers les femmes (en particulier sur le lieu de travail), la promotion des cadres femmes, la reconnaissance des soins comme étant un travail rémunéré, l'approfondissement de leurs droits sexuels et de leurs droits en matière de procréation et la réduction des taux de mortalité maternelle. L'occasion idéale pour progresser dans ce domaine repose sur la promesse d'une revitalisation du Conseil national des femmes par la nouvelle Administration et l'engagement décisif que l'Argentine a montré en adoptant le programme des ODD.

Les **thèmes transversaux** concernent **quatre** domaines essentiels. Premièrement, **l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités**. Plusieurs pays de la région ont fait du chemin dans les actions qu'ils mènent pour éradiquer la pauvreté, et les bilans sont assez riches pour orienter et soutenir le développement d'une stratégie anti-pauvreté solide en Argentine. En outre, le pays s'est engagé à réduire la proportion de personnes vivant dans la pauvreté et à établir des socles de protection sociale. L'Argentine a progressé dans ce domaine, domaine à partir duquel elle pourra justement travailler à l'amélioration de ces deux dimensions.

Un autre enjeu prioritaire du Programme est la **sécurité alimentaire**, notamment la **malnutrition**. Il est nécessaire de renforcer les actions afin de faire face à la malnutrition et à la carence en micronutriments, qui ont de multiples conséquences nocives pour la santé telles que l'anémie pour un grand nombre de femmes en âge de procréer, avec d'énormes risques pour elles-mêmes et pour

leurs enfants. En parallèle, l'Argentine se trouve confrontée à une épidémie d'obésité et de surpoids et il serait temps que le Gouvernement fédéral, et l'Administration qui possède une vaste expérience dans ce domaine, prennent des mesures d'urgence à ce sujet. La régulation de l'industrie alimentaire et les services alimentaires sont les principaux angles d'attaque dans ce combat.

Le Programme préconise également la nécessité d'inclure au programme public une **politique nationale pour les soins**. En 2015, l'adoption de la loi « politique nationale des soins chez les enfants en bas âge » a reçu un accueil très favorable dans le pays. Pour continuer sur cette lancée, il convient d'établir rapidement un plan d'action national prospectif et destiné à la création d'un système global de qualité afin de traiter les questions relatives à la petite enfance. Ce domaine nécessite de repenser le cadre réglementaire actuel, de dépasser la fragmentation des responsabilités et de financer les mécanismes existant déjà dans le pays. Il est nécessaire de continuer à promouvoir un système clairement défini qui réponde réellement au déficit conséquent que connaît notre pays dans ce domaine. Il a été prouvé qu'un système efficace de soins améliore non seulement la situation des populations dépendantes (enfants, personnes handicapées et personnes âgées), mais qu'il améliore également le statut des femmes, crée plus d'emplois et encourage le développement futur du pays dans son ensemble.

Enfin, le Programme poursuivra la promotion de réponses politiques nationales en faveur des personnes sans-abri. Malgré la rareté des données disponibles, la situation des sans-abri devient une préoccupation grandissante en Amérique latine, surtout en Argentine. Les mesures politiques qui ciblent le problème connaissent des limites : elles sont peu nombreuses et reposent en grande partie sur la charité. Le but principal du programme est

d'accumuler plus de données et d'évaluer les leçons à retenir des 3 années d'expériences dans ce domaine. Le soutien d'autres pays d'Amérique latine s'est avéré essentiel dans les discussions académiques et politiques qui ont eu lieu en Europe (sous l'égide d'EUROSociAL II, dont le Programme de protection sociale était partenaire^{II}) et étaient destinées à mettre en avant les facteurs caractérisant la nature multidimensionnelle de la pauvreté.

Enfin, le dernier domaine de priorité que le Programme de protection sociale entend traiter est l'étude des **conditions favorables** nécessaires afin que les deux séries de mesures politiques proposées ci-dessus soient concrétisées par des mesures spécifiques. Ces dernières font référence à deux enjeux majeurs.

D'une part, il est nécessaire que le CIPPEC œuvre à surmonter la pénurie de données et comble les manques d'informations subsistant dans le champ social. A cet égard, le Programme soutiendra la reconstruction de l'Institut national des statistiques et des recensements (INDEC), en proposant une collecte régulière fiable et solide d'informations, et l'identification des défauts que les statisticiens rencontrent, ce qui permettra de prévoir les défis sociaux du futur. Il est important, par exemple, de développer et de promouvoir une amélioration des approches en matière de séries de données, qui puisse faciliter les mesures multidimensionnelles de la pauvreté, afin de comprendre ce phénomène jusque dans ses moindres détails et de permettre une série plus nuancée de réponses politiques au sein des mécanismes nationaux pertinents. Il est également vital que, dès la première étape de ce processus, les principes d'une facilité d'accès aux informations et aux données publiques soient définis comme principales orientations.

En plus de relancer les enquêtes sur les ménages, le Programme va chercher à

répondre au souci de qualité dans la collecte de données en 2020, au moment où un **recensement de la population et du logement sera mené**. En outre, il propose de se pencher sur le cadre institutionnel nécessaire à un système solide de protection sociale. En conséquence, le Programme travaille avec les gouvernements qui cherchent à renforcer ce domaine aux niveaux national, provincial et local. Il encourage également (en coordination avec le Programme de suivi et d'évaluation de la mobilisation) des systèmes intégrés d'informations sociales, en plus de systèmes de suivi et d'évaluation des politiques sociales. On espère que d'ici 2018, les programmes sociaux nationaux les plus pertinents auront été examinés et évalués. Enfin, on espère que l'analyse de l'investissement social fait ces dernières années a été intégrée de manière transversale à tous les thèmes principaux mentionnés.

Approches

La proposition consiste à ce que les principales directions politiques décrites ci-dessus soient abordées selon trois modes différents qui ne soient pas mutuellement exclusifs et qui poursuivront le travail initié en 2008 : construire des alliances avec les **structures gouvernementales**, mener des **recherches appliquées** et construire des **connaissances collectives**. Etant donné les récents changements dans l'Administration politique du pays, la situation actuelle constitue une opportunité unique pour travailler avec les structures étatiques, pour suivre, entre autres, la mise en œuvre des principales mesures politiques. Tel est le cas des mesures politiques pour la petite

II EUROSociAL est un programme de la Commission européenne pour la coopération entre Europe et Amérique latine. Son objectif est de contribuer à opérer des changements dans les politiques publiques afin d'améliorer la cohésion sociale par un apprentissage avec les pairs et par des échanges d'expériences entre les institutions homologues des deux régions.

enfance et pour la jeunesse. A cet égard, on propose de capitaliser les expériences de l'administration publique que les principaux chercheurs impliqués dans le Programme auront pu acquérir.

La **recherche appliquée** est une caractéristique majeure du Programme depuis sa naissance, et bien que ce dernier ait amassé une vaste mine d'informations sur le sujet, il existe encore plusieurs domaines à analyser et pour lesquels les lacunes existantes et le manque d'informations limitent les possibilités de sensibilisation, alors même que celle-ci est vivement recommandée.

Enfin, le Programme de protection sociale s'engage à maintenir un axe de travail qui constitue un gage de qualité pour les activités du Programme : les **dialogues**. Exemple, en ce qui concerne les soins, le Programme n'a pas seulement pour but de réaffirmer son partenariat avec le système de l'ONU, il a aussi celui d'élargir le programme basé sur les sujets dont il est question ci-dessus, en ciblant principalement les décideurs politiques. Exemple, une communauté de décideurs politiques et de parties prenantes abordant les questions relatives au développement de la petite enfance aux niveaux national et provincial a été sollicitée afin de faciliter la discussion sur les défis majeurs qui apparaissent dans la mise en place des politiques approuvées.

Dans ce cas, le Programme joue un rôle clé car il fait office de **pont entre le programme national et les documents politiques mondiaux approuvés existants**, grâce auxquels le pays a pu progresser ces dernières années. Le Programme de protection sociale a gagné en expérience dans ce type de travaux grâce aux divers réseaux et alliances desquels il a fait partie, en particulier de par son rôle dans le Programme EUROsociAL II et dans la Coalition mondiale sur les socles de protection sociale : il a ainsi développé des

mesures favorables pour réaliser le développement durable.

Partenaires

En cohésion avec sa stratégie principale, le Programme fait partie de plusieurs réseaux internationaux et locaux, fait ainsi la promotion de la coopération et entretient l'acquisition de nouvelles connaissances.

En tant que membre fondateur de la Coalition mondiale sur les socles de protection sociale, alliance rassemblant plus de 90 organisations de la société civile destinées à promouvoir l'établissement des socles de protection sociale à travers le monde, et en tant que membre du Groupe-cadre, le Programme est associé à la planification et à la mise en œuvre des activités de la Coalition et ce, sur une base constante. La Coalition a joué un rôle clé dans l'intégration de la protection sociale en tant qu'élément fondamental des Objectifs de développement durable (ODD). Afin de discuter de manière plus approfondie des liens entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les systèmes de protection sociale et les politiques pertinentes de mise en œuvre, - tout en mettant la focale sur la sensibilisation aux niveaux national et régional, - le programme de protection sociale du CIPPEC organisera durant la dernière semaine de juin un forum qui rassemblera plus de 15 participants issus de diverses régions du monde. Par ailleurs, le CIPPEC est membre du Réseau interaméricain de protection sociale (IASPN), une communauté de pratiques pour les ministères et agences nationales du développement social.

Au niveau national et sous l'égide du Réseau international d'Argentine pour la coopération internationale (RACI), le Programme de protection sociale participe à une série de tables rondes portant sur les ODD. Ces deux acteurs ont rassemblé des représentants de la société civile et du gouvernement dans le but de sensibiliser et de discuter de

l'intégration dans les politiques à venir des nouveaux objectifs de développement, ainsi que d'un suivi et d'une évaluation conséquents.

Nous avons la ferme conviction que les « groupes de réflexion » comme le CIPPEC ont un rôle clé à jouer dans le combat actuel qui vise à faire des droits de l'homme non seulement un objectif noble, mais aussi une réalité, à la fois en Argentine et dans toute la région. Afin d'être capable de répondre aux défis à venir, il est nécessaire de renforcer la collaboration avec les autres parties prenantes, notamment les gouvernements, dans le lancement et dans la mise en œuvre de politiques publiques plus efficaces et plus robustes susceptibles de garantir le respect de ces droits. S'assurer que les personnes sont au centre des efforts en matière de développement est un objectif d'une importance capitale : cela requiert des politiques intégrées et cohérentes à tous les niveaux.

Un nouveau Guide pour renforcer le rôle des éducateurs dans le domaine de la protection sociale

Les 26 et 27 avril, le bureau de l'OIT à Lima au Pérou organisait un atelier sur l'éducation dans le domaine de la protection sociale, auquel étaient invités des experts du domaine de l'éducation qui travaillent sur cette thématique en Uruguay, au Mexique, en Colombie et au Pérou. Les objectifs majeurs étaient certes de promouvoir l'échange d'expériences pertinentes conduites en Amérique latine sur l'éducation en matière de protection sociale, et d'établir un réseau d'experts dans le domaine en question, mais aussi de travailler sur les modalités principales d'un Guide sur le développement et la mise en œuvre de politiques nationales d'éducation en matière de protection sociale. Le Guide est encore en cours de réalisation et est destiné à explorer les moyens permettant de promouvoir une culture en matière de protection sociale, notamment le travail avec les enseignants des écoles et l'organisation de campagnes publiques d'éducation destinées à mettre en valeur les avantages de la protection sociale dans la société.

Ressources et liens utiles : les trouvailles du mois

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a récemment publié deux études majeures portant sur l'Amérique latine dans le contexte du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030.

La publication, intitulée *Le Programme 2030 et les Objectifs de développement durable : opportunités pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, traite une série importante d'enjeux en identifiant les ODD comme un outil de planification pour les pays et ce, aux niveaux national et local. Les auteurs perçoivent le Programme 2030 comme un programme civilisateur qui érige la dignité et l'égalité en valeurs centrales. La mise en œuvre de ce programme, à la fois prévoyant et ambitieux, nécessitera l'engagement de tous les secteurs de la société et de l'Etat. En conséquence, les représentants des gouvernements, de la société civile, les institutions académiques et le secteur privé sont invités à s'approprier ce programme ambitieux et à le traiter et l'adopter en tant qu'outil de création de sociétés inclusives et justes qui soient au service des citoyens d'aujourd'hui, et de ceux de demain.



The 2030 Agenda and the Sustainable Development Goals
An opportunity for Latin America and the Caribbean



La CEPALC a présenté en mai 2016 un rapport intitulé *Horizons 2030: l'égalité au centre du développement durable* à ses Etats membres lors de la 36^e session, apportant ainsi un complément d'analyses au

Programme 2030 qui adopte une perspective structurelle et expose le point de vue des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les propositions figurant dans le rapport émanent du besoin de réaliser progressivement des changements structurels afin d'apporter plus de savoir à la production, d'assurer une inclusion sociale et de combattre les impacts négatifs du changement climatique. Les réflexions et propositions allant dans le sens d'un nouveau modèle de développement sont destinées à instaurer l'égalité et une durabilité environnementale.

Pour de plus amples informations (en anglais):

<http://periododesesiones.cepal.org/36/en/horizons-2030-equality-centre-sustainable-development>

Pour plus de détails (en anglais):
<http://cepal.org/en/node/37170>

Rédacteur de la newsletter :
Sergei Zelenev, Directeur exécutif
E-mail: szelenev@icsw.org,

Adresse :
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (Bureau de New-York)
icsw@icsw.org
Site web : www.icsw.org;

Traduction française: Ohrem Stéphanie